

## PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

### ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR

Décret portant maintien en fonctions, nomination de membres du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur et conférant l'honorariat dans les fonctions de membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 3 octobre 1973, pris sur le rapport du Premier ministre et sur proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur :

Sont maintenus dans leurs fonctions de membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur :

M. Louis-W. Christiaens, ancien ministre ; grand'croix de la Légion d'honneur.

M. André Chamson, membre de l'Académie française ; grand'croix de la Légion d'honneur.

M. Robert de Vernejoul, membre de l'académie de médecine et de l'académie de chirurgie, membre de l'académie des sciences ; grand'croix de la Légion d'honneur.

M. Pierre Voizard, conseiller d'Etat honoraire ; grand officier de la Légion d'honneur.

Sont nommés membres du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur :

M. Hervé Alphand, ambassadeur de France ; grand officier de la Légion d'honneur.

M. Paul-René Paire, préfet honoraire ; grand officier de la Légion d'honneur.

M. André Ségalat, conseiller d'Etat, président du conseil d'administration de la S. N. C. F. ; grand officier de la Légion d'honneur.

L'honorariat dans leurs fonctions de membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur est conféré à :

M. René Massigli, ambassadeur de France ; grand'croix de la Légion d'honneur.

M. René Perchet, directeur général honoraire au ministère des affaires culturelles ; grand officier de la Légion d'honneur.

M. Pierre Josse, président de section honoraire au Conseil d'Etat ; grand officier de la Légion d'honneur.

Le présent décret aura effet du 5 novembre 1973.

## DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

### PREMIER MINISTRE

#### Décret portant admission à la retraite (administrateurs civils).

Par décret du Président de la République en date du 28 septembre 1973, M. Joseph Gaudemer, administrateur civil hors classe rattaché pour sa gestion au ministère du travail, de l'emploi et de la population et au ministère de la santé publique et de la sécurité sociale, est réintégré pour ordre dans le corps des administrateurs civils et admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 31 décembre 1973.

#### Décret portant admission à la retraite d'administrateurs des affaires d'outre-mer.

Par décret du Président de la République en date du 28 septembre 1973, M. Botti (Marc-Bernard-Louis) et M. Klein (Jean-Louis), administrateurs en chef de classe exceptionnelle des affaires d'outre-mer, placés dans la position de congé spécial prévue par l'article 9 du décret n° 59-1379 du 8 décembre 1959, sont admis à faire valoir leurs droits à pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> février 1974, date d'expiration du congé spécial.

### JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Décret n° 73-939 du 2 octobre 1973 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur pour les activités physiques et sportives de pleine nature.

Le Premier ministre,

Vu la loi n° 48-267 du 18 février 1948 relative à la profession de guide de montagne ;

Vu la loi n° 48-269 du 18 février 1948 relative à l'enseignement du ski ;

Vu la loi du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur pour les activités physiques et sportives de pleine nature dont chaque degré comporte une formation commune et une formation spécifique.

Art. 2. — Ce brevet est délivré aux candidats qui ont obtenu les unités de valeur définies ci-dessous :

A. — Des unités de valeur communes à tous les éducateurs et correspondant à des connaissances dans les domaines suivants :

Sciences de l'homme et de son environnement ;  
Administration et gestion ;  
Expression et communication.

Ces unités de valeur constituent un tronc commun obligatoire.

B. — Des unités de valeur spécifiques (techniques et pédagogiques) correspondant aux activités physiques et sportives de pleine nature (au nombre de trois choisies en options) qui pourront être enseignées par le titulaire du diplôme.

Art. 3. — Le premier degré du brevet d'Etat confère le titre de moniteur pour les activités physiques et sportives de pleine nature qui autorise son titulaire à exercer des fonctions d'animateur pour les disciplines choisies en option.

Le deuxième degré du brevet d'Etat confère le titre d'instructeur pour les activités physiques et sportives de pleine nature qui autorise son titulaire à exercer ses fonctions dans les disciplines choisies en option.

Les titulaires de ce deuxième degré sont qualifiés pour administrer, gérer, diriger des installations et des organismes de plein air et de loisirs.

Le troisième degré du brevet d'Etat confère le titre de conseiller pour les activités physiques et sportives de pleine nature qui autorise son titulaire à exercer des fonctions d'animation, de gestion, d'organisation, de direction, de formation, à des postes de haut niveau.

Art. 4. — Des arrêtés détermineront les modalités d'application du présent décret.

Art. 5. — Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 octobre 1973.

PIERRE MESSMER.

Par le Premier ministre :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
PIERRE MAZEAUD.

### MINISTRE DE LA JUSTICE

#### Décret admettant un magistrat à faire valoir ses droits à la retraite.

Par décret du Président de la République en date du 13 septembre 1973, M. René Leleu, juge au tribunal de grande instance de Saint-Quentin, chargé du service du tribunal d'instance de Saint-Quentin, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 15 septembre 1973.